



PROJET D'ETUDE « ÉDUCATION EN SITUATION DE CRISE, NOTAMMENT DANS LES PAYS DU SAHEL, CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE »

Mené par la Coalition Éducation, avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Agence Française de Développement.

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN·E CONSULTANT·E

Termes de référence (TDR) du/de la consultant·e pour l'étude « Éducation en situation de crise, notamment dans les pays du Sahel, contribution de la société civile française »

Juillet 2018

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1. Origine du projet

Il s'agit d'un projet de la Coalition Éducation - membre de la Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME) - qui regroupe 16 organisations de la société civile française engagées dans la promotion d'une éducation de qualité pour tout-te-s notamment dans les pays en développement.

Suite à des discussions avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), les membres de la Coalition Éducation et des organisations partenaires expertes en matière d'éducation dans les contextes de crise (INEE, UNICEF, UNESCO etc.), nous avons identifié un besoin d'analyse de la situation issue des organisations de la société civile (OSC) françaises sur les enjeux de l'accès à l'éducation de qualité dans les contextes de crise, en mettant l'accent sur les pays du Sahel, et d'identification des bonnes pratiques à destination des acteurs opérationnels - OSC et institutionnels - qui interviennent dans la région sur des programmes d'éducation.

1.2. Contexte du projet

Selon le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées englobe « les possibilités de recevoir un apprentissage de qualité pour les personnes de tous âges en situations de crises, y compris le développement de la petite enfance, l'éducation primaire, secondaire, informelle, technique et professionnelle, l'enseignement supérieur et la formation des adultes. En outre, elle offre une protection physique, psychosociale et cognitive pouvant préserver et sauver des vies » (INEE, 2010) [1].

En situation d'urgence et de crise – catastrophes naturelles, épidémies, conflits armés, afflux de réfugiés – on constate que les programmes d'accès à une éducation inclusive de qualité, pourtant nécessaires à l'atteinte l'Objectif de développement durable 4 (Cadre d'action éducation 2030), ne sont pas suffisamment priorités par les interventions humanitaires et de développement, y compris celles initiées par la France. Le manque de ressources et de capacité locale dans les pays affectés par des crises humanitaires prive les

populations les plus vulnérables, y compris les enfants et les jeunes, d'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes tout au long de la vie.

La durée moyenne des déplacements a aujourd'hui atteint dix-sept ans et la durée moyenne d'un conflit est de 37 ans [2]. 75 millions d'enfants et de jeunes, sont privés d'éducation dans 35 pays en proie à des crises [3]. Maintenir et renforcer l'accès à l'éducation inclusive de qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes (filles et garçons), en coordination/lien avec l'accès aux autres secteurs sociaux de base - la protection, la nutrition, l'eau, l'assainissement et la santé - est essentiel pour la prévention des crises, la reconstruction post-crise et la stabilité sociale, économique et politique des sociétés.

L'aide au développement et l'aide humanitaire - articulées avec pertinence - sont des moyens fondamentaux pour améliorer l'accès à l'éducation de qualité et la continuité de cette éducation dans les situations d'urgence, notamment en cas de crise prolongée, à travers un appui essentiel aux plans sectoriels de l'éducation, aux acteurs opérationnels locaux et aux initiatives de qualité efficaces à court et à long terme.

La région du Sahel - la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad - est aujourd'hui l'une des plus vulnérables au monde, avec des pays pauvres, presque tous enclavés, qui n'ont pas enclenché de transition démographique. La situation de l'éducation dans la région est une urgence du fait de la menace terroriste, des problèmes d'accès, de qualité et d'inclusion de l'éducation. La région Sahel est au cœur des priorités affichées des principaux bailleurs bilatéraux et multilatéraux - y compris de la France - avec le lancement en juillet 2017 de l'Alliance Sahel, qui met l'accent sur des objectifs prioritaires de développement pour la région dont l'éducation, en y concentrant une partie de l'aide au développement. À l'occasion de la conférence internationale sur le Sahel à Bruxelles (février 2018), l'Alliance Sahel a annoncé la mise en œuvre de plus de 500 projets de développement et six milliards d'euros d'investissements sur les cinq prochaines années [4]. La France s'est engagée à faire de l'éducation notamment dans les pays du Sahel, la priorité de la politique de coopération de la France du quinquennat.

1.3. Enjeux et attentes

En appui à la politique internationale d'éducation en contexte de crise de la France, le projet « Éducation en situation de crise, notamment dans les pays du Sahel, contribution de la société civile française » est mis en œuvre à travers une convention de partenariat signée entre le MEAE français et Solidarité Laïque en tant que cheffe de file de la Coalition Éducation. Le projet a pour objectif général d'analyser les enjeux de l'accès à l'éducation de qualité en contextes de crise, dans les pays du Sahel principalement, et de diffuser les bonnes pratiques menées par des acteurs opérationnels de terrain dans la région, ceci dans le but de renforcer la politique extérieure de la France sur le continuum urgence/développement en matière d'éducation.

D'autre part, le projet vise à permettre le renforcement des capacités des acteurs éducatifs locaux et des membres de la Coalition Éducation concernés. Cet exercice requiert un travail préalable d'état des lieux et d'analyse des enjeux de l'éducation de qualité pour tou-te-s dans les pays du Sahel. En effet, ces dernières années ont été marquées par un nombre conséquent d'analyses et de recherches anglophones sur l'éducation en situation de crise, mais on constate un besoin d'analyses consacrées à ce sujet dans l'espace francophone, et notamment en France. Cette étude viendra combler ce manque, et permettra d'actualiser et d'enrichir les données et réflexions existantes. Le travail d'état des lieux permettrait d'une part d'identifier les enjeux essentiels de l'éducation de qualité pour tou-te-s dans la région du Sahel, de valoriser l'expertise pertinente des acteurs locaux, et d'orienter l'aide française à l'éducation au Sahel vers le développement et le renforcement d'initiatives éducatives efficaces à court et à long termes.

Ce travail devra par la suite permettre à la Coalition Éducation de formuler des recommandations à destination des pouvoirs publics en vue de renforcer les politiques d'aide au développement et humanitaire française et internationale sur ces enjeux.

2. PROJET

2.1. Objectifs

La présente étude a pour but d'établir un état des lieux des enjeux de l'éducation dans les contextes de crise en mettant l'accent sur les pays du Sahel sur la base d'un travail de réflexion, de recherche et de consultations des acteurs français et internationaux pertinents, et partenaires du terrain.

Les principaux objectifs de cette étude sont les suivants :

- Établir une synthèse des enjeux de l'éducation en situation de crise à partir de la littérature existante, en mettant l'accent sur les pays du Sahel.
- Fournir une analyse des actions mises en œuvre par les OSC (en particulier celles des membres de la Coalition Education) et leurs partenaires en matière d'éducation en situation de crise, en mettant l'accent sur les pays du Sahel, dans une optique d'identification et de mise à l'échelle potentielle des approches pertinentes et des bonnes pratiques.

2.2. Objet

L'analyse des enjeux du maintien de l'accès à une éducation de qualité en situation de crise vise à faire ressortir :

- Les acteurs en présence (OSC locales et internationales, bailleurs bi et multilatéraux, autorités éducatives, organisations internationales) et leurs articulations et complémentarités, en particulier nexus urgence-développement.
- Les problématiques liées, et notamment : l'éducation dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur, la prise en compte d'une perspective genrée de l'éducation et en particulier de l'éducation des filles, l'inclusion des personnes en situations de vulnérabilité, la formation professionnelle, le rôle de l'éducation comme rempart contre les violences et moteur de résilience pour les enfants et les communautés et d'accès à d'autres droits (en matière de santé, protection,...), l'éducation à la paix, l'accompagnement des enseignants, le financement.

L'analyse des actions mises en œuvre par les OSC (notamment celles des membres de la Coalition Éducation et de leurs partenaires) vise à faire ressortir :

- Les approches innovantes.
- Les approches et actions mises en œuvre dans ce domaine, et notamment : l'éducation dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur, la prise en compte d'une perspective genrée de l'éducation et en particulier de l'éducation des filles de genre, l'inclusion des personnes en situations de vulnérabilité, la formation professionnelle, le rôle de l'éducation comme rempart contre les violences et moteur de résilience pour les enfants et les communautés et d'accès à d'autres droits (en matière de santé, de protection...), l'éducation à la paix, l'accompagnement des enseignants, le financement.

2.3. Contributeurs à l'étude

- L'équipe salariée de la Coalition Éducation
- Les membres de la Coalition Éducation et leurs partenaires
- Les autres institutions ressources sur cette thématique

2.4. Destinataires finaux

- Les acteurs de la société civile française et/ou francophone : Organisations membres et partenaires de la Coalition Éducation, OSC et académiques engagés dans l'éducation, l'humanitaire, la solidarité internationale en France et sur le terrain (INEE, Commission Humanitaire de Coordination SUD, les coalitions nationales de la CME, Clusters Education).

- Les pouvoirs publics, acteurs institutionnels français : gouvernement, MEAE, AFD, opérateurs de l'aide publique au développement et parlementaires.
- Les acteurs internationaux vers lesquels la Coalition Éducation souhaite diriger ses efforts de plaidoyer (Union Européenne, OCDE, Nations Unies, l'initiative Education Cannot Wait), et avec lesquels elle a déjà noué des échanges intéressants (UNESCO/CNFP/IIEP-UNESCO/Organisation internationale de la Francophonie/ UNICEF/Partenariat mondial pour l'éducation/Alliance Sahel).

2.5. Production attendue

Un livrable d'environ 30 pages (dont 80% consacré au deuxième objectif) en français.

2.6. Dispositif de partage, valorisation et diffusion des produits

Organisation d'un événement de lancement auquel seront conviés les destinataires, diffusion via les sites internet, réseaux sociaux, courriels, courriers postaux, rendez-vous bilatéraux et multilatéraux, par l'intermédiaire des réseaux des membres de la Coalition Éducation et des partenaires. Cet événement sera organisé et financé par la Coalition Éducation.

L'appropriation de l'outil, des enjeux et des éléments de langage par les membres, les partenaires et les autres publics cibles s'opèrera à travers des ateliers et des actions de sensibilisation/ communication, et la reprise des positions de la Coalition Éducation dans les documents de politique.

3. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

3.1. Pilotage et animation

Le processus sera piloté par l'équipe salariée de la Coalition Éducation et un sous-groupe de travail de la Coalition Éducation ; le livrable final sera soumis à relecture et validation par le Comité de pilotage de la Coalition Éducation.

Le processus de recherche, analyse et rédaction du livrable sera assuré par le/la consultant-e.

3.2. Méthodologie envisagée

- Revue et synthèse de littérature
- Conduite d'entretiens auprès d'OSC et de leurs partenaires
- Analyse des informations collectées
- Proposition d'un plan détaillé pour le rapport
- Rédaction du rapport
- Corrections et finalisation du rapport

3.3. Rôle et posture du/de la consultant(e)

Il est attendu du/de la consultant-e :

- De proposer une méthodologie pour la réalisation de l'étude
- De conduire l'étude
- De produire le livrable

Qualités attendues du/de la consultant-e :

- Connaissance des contextes de crise, notamment des pays de la région du Sahel (Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad)
- Excellentes qualités rédactionnelles en français

- Anglais et français courants
- Expérience dans la conduite d'études ou de recherches
- Expérience avérée dans le domaine de l'éducation en situation de crise

3.4. Calendrier (délai) et moyens

Calendrier indicatif :

- 9 août 2018 inclus : date limite pour réponse à l'appel d'offres
- Fin août 2018 : sélection d'un-e consultant-e
- 3 septembre 2018 : réunion de cadrage et lancement de l'étude
- Mi-octobre 2018 : proposition d'un plan détaillé pour le rapport
- Début novembre 2018 : première version du livrable, pour relecture et validation
- Fin novembre 2018 : version finale du document
- Décembre 2018/janvier 2019 : événement lors duquel l'étude sera présentée (organisé et financé par la Coalition Éducation en partenariat avec le MEAE)

Moyens financiers :

Entre 10 et 15 000€. Il est demandé au/à la consultant-e de fournir une proposition financière.

3.5. Ressources documentaires mises à disposition

Une sélection de littérature sur les actions menées par des membres de la Coalition Éducation dans les pays visés par l'étude sera mise à disposition du/de la consultant-e.

3.6. Procédure de sélection du/de la consultant-e

Le/la consultant-e fournira une proposition méthodologique (10 pages maximum) assortie d'un CV et une proposition financière.

Envoi des propositions par courriel à Léa Rambaud, Chargée de communication et plaidoyer de la Coalition Education : lrambaud@coalition-education.fr. Merci d'indiquer en objet de votre courriel « Consultation éducation en situation de crise ».

Date limite de réception des réponses à l'appel d'offres : 9 août 2018 inclus.

[1] [L'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées. Document de référence pour le Sommet d'Oslo sur le développement de l'éducation juin 2015](#), Susan Nicolai, Sébastien Hine et Joseph Wales, The Overseas Development Institute – p9

[2] Internal Displacement Monitoring Centre. (2014). Global Estimates 2014: People displaced by disasters. Genève: Internal, Displacement Monitoring Centre

[3] [Education Cannot Wait: Proposing a fund for education in emergencies](#), Mai 2016

[4] [Alliance Sahel : 6 milliards et 500 projets pour le développement](#), AFD, 23 février 2018